

**PSE**

SOCIALISTES &  
DÉMOCRATES

**PARTI SOCIALISTE EUROPÉEN  
LISBONNE, 7-8 DÉCEMBRE 2018**

**JUSTE**

**LIBRE**

**DURABLE**

**L'Europe progressiste  
que nous voulons**

DES RÉOLUTIONS



[www.pes.eu](http://www.pes.eu)  
[www.facebook.com/PES.PSE](https://www.facebook.com/PES.PSE)  
[www.twitter.com/PES\\_PSE](https://www.twitter.com/PES_PSE)

#ProgressiveEurope

# DES SOCIÉTÉS ÉGALITAIRES:

## **Une économie progressiste**

L'Union européenne (UE), une région parmi les plus justes et les plus égalitaires au monde, repose sur l'une des économies les plus développées. Elle se base sur un modèle économique unique qui conjugue dynamisme économique et protection sociale, pour plus de prospérité, d'intégration et de cohésion. Les populations peuvent voyager, travailler et étudier partout sur le continent. Elles peuvent mener des affaires et conclure des transactions plus facilement que jamais. Toutefois, ce modèle, qui a façonné notre continent, est menacé et doit encore être amélioré. La crise récente a révélé certains manquement auxquels nous désirons nous atteler afin de pouvoir protéger tous les citoyens. Dans un contexte marqué par de multiples transformations sociétales, comme la mondialisation, le numérique, les avancées technologiques, les changements climatiques et la transition énergétique, notre mission première reste de garantir l'équité de ces transformations pour que les progrès technologiques et économiques se traduisent également en progrès social.

Nous souhaitons évoluer vers un nouveau modèle économique axé sur le progrès social, l'égalité hommes-femmes, le respect des droits de l'homme, la croissance durable et le bien-être des citoyens, dans le droit-fil des objectifs de développement durable de l'ONU. Il s'agit de créer des emplois de qualité et de générer de la prospérité grâce à des petites et moyennes entreprises florissantes, à des coopératives et à une nouvelle politique industrielle axée sur la recherche de pointe et l'innovation. Il s'agit aussi de parvenir à l'égalité effective entre les hommes et les femmes et de mobiliser tout le potentiel des femmes, principalement sur le marché de l'emploi et notamment à des postes de direction.

Un environnement sain s'impose, avec une réelle stratégie pour une croissance verte et un avenir durable pour chacun. Il s'agit enfin de construire des sociétés plus justes et plus égalitaires dotées d'une protection sociale plus solide et plus vaste, ainsi que d'une stratégie d'investissement social prospective et ambitieuse.

Aujourd'hui, l'Europe est confrontée au grand défi de la montée des inégalités : dans nos sociétés et entre les pays, l'écart se creuse entre les riches et les pauvres. En Europe, le 1 % le plus riche de la population possède près de 33 % des richesses, tandis que les 40 % les plus pauvres en possèdent moins de 1 %. Dans l'Europe de 2015, près de 120 millions de personnes vivaient dans la pauvreté ou l'exclusion sociale, soit près d'un quart de la population totale de l'UE. Pour nous, les inégalités ne sont pas inévitables, mais créées et exacerbées par les décisions politiques de notre gouvernance économique, par les institutions du marché du travail, par les régimes fiscaux et par les libertés laissées au secteur financier. S'il est possible de surmonter les inégalités, des changements et des réformes doivent s'imposer au niveau national et européen. Notre priorité sera donc d'apporter des changements considérables afin que naisse une société plus prospère et plus inclusive.

Nous voulons changer l'approche économique en Europe. Les politiques d'austérité ont soumis nos économies, nos sociétés et nos gouvernements à une forte pression. Elles font monter les inégalités, les taux de chômage et de pauvreté. Ces politiques ont entraîné la fermeture d'entreprises, le licenciement de travailleurs, la réduction de leur pouvoir d'achat et l'érosion des services publics.



C'est pour toutes ces raisons que nous souhaitons mettre un terme aux politiques du « tout à l'austérité ». Notre modèle de croissance économique repose sur la responsabilité, la flexibilité et l'investissement. Ces trois dimensions se renforcent mutuellement et constituent le moteur de la croissance économique et de la cohésion sociale. Si une gestion responsable des finances publiques s'impose, la responsabilité fonctionne dans les deux sens, d'une part gérer les budgets publics afin de les pérenniser, et d'autre part maintenir des dispositifs adéquats de sécurité sociale et se préparer à répondre aux besoins futurs de la société par des investissements ciblés dans le capital humain et dans les infrastructures sociales et stratégiques. Aucun de ces aspects ne peut être négligé.

Les règles fiscales et budgétaires de l'UE ne sont pas adaptées à ces objectifs et les États membres devraient pouvoir aligner leurs réformes et leurs politiques avec les besoins de la société quand cela s'avère nécessaire. Une saine gestion des dépenses publiques ne se limite pas à la maîtrise des dépenses, mais devrait également garantir la qualité de ces dépenses et le soutien durable à une croissance inclusive. Malheureusement, la réponse des conservateurs à la crise financière reposait exclusivement sur la stabilité monétaire et réduisait la stabilité politique

et sociale à un objectif purement cosmétique. Nous pensons au contraire que la croissance et la prospérité ne seront au rendez-vous que lorsque cette stabilité à la fois monétaire, politique et sociale sera garantie.

L'UE doit s'engager en faveur de la stabilité et de la croissance durable, principalement dans le but d'apporter prospérité et bien-être à tous. Une gouvernance économique plus équilibrée s'impose. Des règles budgétaires qui n'envisagent que les seules coupes comme moteur économique et non pas les dépenses sont insoutenables. Actuellement, l'Europe connaît une situation exceptionnelle. Les taux d'intérêt sont délibérément très faibles. En conjuguant des réformes progressistes, des investissements accrus et la politique menée par la BCE, nous pourrions transformer l'économie, ouvrir de nouvelles possibilités de croissance et renforcer les opportunités existantes. Seule la volonté politique manque à l'appel.

Nous voulons une économie qui profite à la population. Voilà pourquoi, nous devons donner un coup de pouce supplémentaire à des investissements, tant privés que publics, créateurs d'emplois. L'accord sur un plan d'investissement européen, une initiative portée par notre famille politique, a marqué un grand pas dans cette



direction. L'Europe doit placer l'investissement social au cœur de sa stratégie. L'économie doit avoir pour objectif premier de répondre aux besoins de la société et de promouvoir la cohésion, l'égalité et le bien-être. Nous soutenons un investissement public susceptible d'engendrer des sociétés plus justes et une croissance économique plus durable. À ce jour, les investissements n'ont toujours pas dépassé les niveaux que nous connaissions avant la crise. L'Europe doit s'atteler à combler ce fossé. Des instruments spécifiques, tels que la « règle d'or » par laquelle les investissements publics productifs réalisés par les États membres seraient exclus des déficits budgétaires, sont nécessaires pour accroître les investissements publics. Par exemple, si l'investissement dans un programme de réinsertion des chômeurs sur le marché de l'emploi a un coût, il offre de nombreux avantages aux personnes concernées (en 2016, dans l'UE, 20 % des 25-29 ans ne bénéficiaient ni d'un emploi, ni d'un enseignement, ni d'une formation), à l'économie et au budget de l'État. Voilà autant de retours positifs qui devraient être reconnus dans cette règle d'or ou dans des instruments similaires.

Il convient également de soutenir l'investissement privé. Qui dit investissement dit plus d'intégration sur le marché unique européen. Une stratégie d'investissement doit être axée sur l'amélioration des infrastructures sociales et de la qualité de vie des personnes, la promotion d'une croissance juste, durable et cohésive, ainsi que la transition écologique. Les entreprises, notamment les PME et les microentreprises, doivent pouvoir accéder plus facilement aux financements. La responsabilité des investisseurs est primordiale, en particulier lorsque les investissements privés bénéficient de subventions publiques.

Nous voulons une économie durable. Le nouveau modèle économique de l'Europe devra conjuguer progrès social, développement économique et stabilité environnementale, sur la base des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Le secteur financier doit contribuer à la transition vers une économie faible en carbone et efficace dans l'utilisation des ressources, par une plus grande transparence et de meilleurs produits financiers. Toutefois, cela ne suffira pas. De nouveaux instruments financiers écologiques devront être édictés au niveau européen

afin de garantir cette transition.

Nous revendiquons une économie qui ne fait pas de laissés-pour-compte. Les réformes économiques et sociales entreprises par les États membres devront être mieux coordonnées afin de garantir une plus grande convergence ascendante des investissements, de la productivité, de la création d'emplois, des salaires, de la fiscalité et des prestations sociales. Il ne s'agit pas d'harmoniser les politiques pour le plaisir d'harmoniser; il s'agit d'éviter une Europe à plusieurs vitesses, synonyme de plus d'inégalités. Il convient d'éviter le dumping social et fiscal, de même que le transfert des bénéficiaires. Il est impératif de mener une action commune vers des objectifs communs adéquats. Cet effort doit reposer sur la croissance durable et la cohésion sociale. À cet égard, les pays de la zone euro seront confrontés à des défis et à des opportunités spécifiques, même si jusqu'à présent, la zone euro ne dispose pas des instruments nécessaires. Dès lors, nous exigeons une réforme approfondie et ambitieuse de la zone euro, afin de pouvoir réaliser les objectifs fixés. Il nous semble judicieux de doter la zone euro d'un budget pour une convergence ascendante. Cela garantirait un maintien des niveaux d'investissements, notamment des investissements sociaux, et un soutien des systèmes nationaux d'allocations de chômage. Nous préconisons l'abaissement durable et équitable du coût des dettes publiques au travers de nouveaux instruments de solidarité afin de rétablir la stabilité financière et de sauvegarder nos modèles sociaux. Nous devons profiter de cet élan pour compléter l'Union économique et monétaire et optimiser la zone euro.

Nous voulons une économie juste. Nous voulons prendre des mesures complémentaires pour garantir des systèmes fiscaux équitables et porteurs de justice sociale, et pour dégager les moyens nécessaires à la pérennisation de notre modèle social. L'évitement fiscal auquel s'adonnent certaines entreprises, multinationales, banques, personnes morales et particuliers fortunés nuit à nos sociétés, crée des distorsions sur le marché unique et prive les États membres des ressources nécessaires à l'accompagnement des plus démunis et à la poursuite de politiques industrielles et d'innovation solides. Les fraudeurs fiscaux sont encore autorisés à aller là où ils pourront accumuler le

plus gros volume de profits. Non seulement est-ce immoral, mais cela engendre également une concurrence fiscale destructrice entre les pays au détriment des contribuables et des finances publiques. Dès lors, nous revendiquons une assiette fiscale commune et consolidée pour les entreprises en Europe.

Nos régimes fiscaux doivent être réformés pour s'adapter aux nouvelles formes de commerce, aux nouvelles sources de revenus et aux nouveaux services. En tant que citoyens, nous nous réjouissons que le numérique nous simplifie la vie, mais nous devons regarder d'un œil critique le prix à payer pour cette simplicité. Certaines entreprises du monde numérique paient un impôt minime, voire pas d'impôt du tout. Ce sont les entreprises traditionnelles et les contribuables qui sont mis à contribution pour couvrir la différence avec comme conséquences des sociétés inégalitaires et d'énormes écarts de revenus. Si nous vivons dans des sociétés de plus en plus connectées et des économies en mutation rapide, nos régimes fiscaux sont à la traîne. Des régimes fiscaux plus équitables garantiront une répartition plus juste des revenus.

Pour nous attaquer à l'évasion fiscale et à l'évitement fiscal, une plus grande transparence et plus d'efficacité s'imposent. Nous devons pallier les failles du marché intérieur responsables du « forum shopping » (pratique qui consiste à choisir la juridiction la plus favorable), du dumping social, de la création de sociétés boîtes aux lettres, du statut de faux indépendant et de la violation des normes sociales et du travail. Les pays doivent mettre en place un échange automatique des informations fiscales, tandis que les entreprises et les trusts ne devraient plus garder secrète l'identité de leurs administrateurs. Il convient également de taxer les

profits là où ils sont générés. Les entreprises et les banques doivent déclarer publiquement le lieu où elles opèrent et payer la part qu'elles doivent en conséquence. Pour faciliter ce processus, un système européen unique s'impose pour le calcul des revenus imposables des sociétés ; pareil système réduirait les formalités administratives par la même occasion. Il faut consolider la liste des paradis fiscaux et infliger des sanctions aux fraudeurs fiscaux, mais aussi aux entreprises et aux personnes qui les aident à concevoir les meilleurs montages. Enfin, récemment, de nombreux scandales ont été révélés grâce aux témoignages de lanceurs d'alerte. Ceux-ci doivent être protégés, pour le rôle central qu'ils jouent dans le rétablissement de la justice fiscale. L'UE doit certes édicter des normes strictes pour réprimer l'évasion fiscale, mais cette dernière ayant une dimension internationale, seule une réponse globale permettra de la combattre efficacement. L'UE doit soutenir la création d'une organisation internationale, le cas échéant sous l'égide de l'ONU, pour promouvoir l'équité sociale et fiscale à l'échelle planétaire.

Nous voulons une économie qui ne joue pas avec la vie des gens. Nous voulons protéger nos citoyens face aux défaillances du secteur financier. Des mesures essentielles ont déjà été prises grâce à l'union bancaire, mais elles sont insuffisantes. Pour garantir la prospérité, une gouvernance économique progressiste ne suffira pas : la stabilité financière est également vitale. Nous devons réguler et surveiller davantage un secteur financier qui, après tout, est responsable de la crise économique. Si l'Europe est occupée à définir un cadre de suivi et de résolution de crise des banques en difficulté, elle ne peut s'arrêter là. L'UE doit se doter de mécanismes, tels que le Mécanisme européen de stabilité, pour



soutenir les économies frappées par une crise grave. Elle devrait aller jusqu'à offrir des garanties pour protéger les déposants en cas de faillite bancaire. Ce sont les contribuables qui ont payé la facture de la crise financière, ils méritent plus de protection. Nous voulons une réglementation financière accrue, plus de garanties que le secteur bancaire payera la facture des faillites bancaires, et plus de sécurité pour les déposants et leur épargne, indépendamment du siège de leur banque. Le secteur financier nécessite d'une transparence et d'une responsabilité accrues pour lutter contre la fraude et le blanchiment d'argent et pour mieux protéger le consommateur. Il doit également devenir plus convivial, et l'accès aux informations et aux services doit être étendu à tous. La taxation des transactions financières aiderait à freiner la spéculation financière et garantirait que les marchés boursiers paient leur juste part à la société. Afin de mieux protéger les citoyens, la mise en place de pare-feux entre les banques commerciales et d'investissement demeure l'un de nos objectifs prioritaires.

Nous voulons une économie respectueuse des choix démocratiques. Le contrôle et la responsabilité démocratiques sont essentiels pour assurer l'intégrité de l'Europe. Ce principe s'applique à l'ensemble des politiques et aussi aux politiques économiques et financières. Le dialogue civil doit être renforcé et la démocratie soutenue sur le lieu de travail. Les institutions européennes doivent jouer un rôle central afin de garantir que ces politiques profitent à tous les citoyens européens. Le rôle du Parlement européen doit être renforcé, afin de promouvoir le contrôle démocratique. L'Eurogroupe ne saurait demeurer une institution informelle échappant au contrôle parlementaire. Il doit être doté d'un président permanent, qui serait également membre de la Commission européenne, qui devrait rendre des comptes au Parlement européen.

L'Union européenne est le meilleur garant d'un avenir prospère et plus égalitaire pour tous les citoyens de notre continent. Mais il est évident qu'une nouvelle approche des politiques économiques et financières est nécessaire. La méthode conservatrice et libérale, qui repose sur l'austérité, est une force de division des peuples, des régions et des pays. Ce que nous voulons plus que tout, c'est d'aller vers des sociétés cohésives et égalitaires.

Afin de réaliser ces objectifs progressistes, le budget européen pour la période 2021-2027 devra être ambitieux et refléter un projet à long terme clair et positif pour l'avenir de l'Union. Si nous voulons répondre aux besoins, aux préoccupations et aux attentes des citoyens européens, le budget devra recevoir les moyens financiers nécessaires pour surmonter les grands défis et réaliser les objectifs et priorités politiques fixés au cours des sept prochaines années. Il est inacceptable de couper dans les budgets des principales politiques européennes de solidarité. L'UE doit respecter ses engagements pris dans le socle européen des droits sociaux, et montrer la voie dans la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies. Dès lors, il est primordial d'intégrer ces objectifs dans les politiques et initiatives européennes prévues dans nos perspectives budgétaires à long terme. Pour surmonter les nouveaux défis européens, le budget européen devra se doter de nouvelles ressources qui lui sont propres. Celles-ci pourraient venir en réduction des contributions nationales actuelles.

Nous voulons que l'économie se développe au profit de tous les citoyens. Elle doit être le moteur de changements environnementaux, industriels et sociaux positifs. Notre modèle économique a la flexibilité nécessaire pour surmonter ces défis. Il offre les moyens financiers qui permettront d'opérer les bons choix d'investissements. Il assume ses responsabilités envers les générations actuelles et futures. En tant que Parti socialiste européen, nous sommes prêts à relever ce défi pour construire une Europe véritablement progressiste et créatrice d'une prospérité partagée.

Cette résolution est axée principalement sur nos priorités en matière d'économie progressiste. Elle complète les autres résolutions présentées à ce Congrès du PSE qui réaffirment notre engagement et préconisent une Europe sociale, une économie progressiste, l'autonomisation des jeunes, un environnement sain et une industrie moderne, une réelle égalité des sexes, un monde juste, des politiques progressistes en matière d'asile et de migration, et une démocratie renforcée en Europe.



Austria SPÖ



Belgium PS



Belgium SPA



Bulgaria BSP



Croatia SDP



Cyprus EDEK



Czech Republic  
CSSD



Denmark SD



Estonia SDE



Finland SDP



France PS



Germany SPD



Greece PASOK



Hungary MSZP



Ireland Labour



Italy PD  
Partito Democratico



Italy PSI  
Partito Socialista



Latvia Saskaņa



Lithuania LSDP



Luxembourg  
LSAP



Malta Labour



Netherlands  
PvdA



N.Ireland SDLP



Norway LP



Poland UNIA  
PRACY



Poland SLD



Portugal PS



Romania PSD



Slovakia SMER



Slovenia SD



Spain PSOE



Sweden SAP



UK Labour

If you have any questions or comments about our work on inequalities,  
please contact [PES.Women@pes.eu](mailto:PES.Women@pes.eu)

Follow us on [www.facebook.com/pes.pse](https://www.facebook.com/pes.pse)  
and [www.twitter.com/pes\\_pse](https://www.twitter.com/pes_pse).

**Party of European Socialists (PES)**

**10 – 12 Rue Guimard  
1040 Brussels  
Belgium**

**T +32 2 548 90 80  
[info@pes.eu](mailto:info@pes.eu)  
AISBL-BBCE-N 0897.208-032**

This publication received financial support of the European Parliament. Sole liability rests with the author and the European Parliament is not responsible for any use that may be made of the information contained therein. This Brochure was printed on a recycled paper with environmental safe water based inks.

**December 2018**